

<https://www.pressegauche.org/Ce-bataillon-fantome-qui-a-organise-l-insurrection-populaire-au-Soudan>



Ce « bataillon fantôme » qui a organisé l'insurrection populaire au Soudan

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 7 mai 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le Rassemblement des professionnels soudanais a été le moteur secret de la révolution soudanaise. Son rôle sera décisif dans la transition qui s'est esquissée, face au Conseil militaire de transition.

Tiré de [Orient XXI](#).

Le Rassemblement des professionnels soudanais (Tajamoo al-mihanyin al-soudaniyin) reste le mystère de la révolution soudanaise. Méconnue du grand public et d'une majorité de Soudanais, cette organisation est restée confidentielle jusqu'au début des mouvements protestataires de décembre 2018. La révolution a trouvé son moteur dans ce « corps d'alliance de professionnels indépendants », une nébuleuse qui regroupe un ensemble de syndicats, de comités au fonctionnement horizontal dont l'organisation interne demeure inconnue au même titre que l'identité et la sensibilité politique de ceux qui la composent. Pour contourner la répression et les arrestations, cette stratégie est restée vitale.

Un mouvement soigneusement préparé

Créé en 2013 à la suite d'un mouvement de protestation lourdement réprimé par le régime, le Rassemblement a joué un rôle important après août 2018 par son engagement dans la bataille des salaires sur fond de crise économique. Il ressurgit fin décembre avec le début du soulèvement, après l'embrasement de la ville ouvrière d'Atbara au nord du pays, le 19 décembre.

Le visage frêle de Naji Ellassam est apparu la nuit du 31 décembre sur une vidéo. C'est l'un des rares membres des « professionnels » à s'afficher en tant que tels, publiquement. Il exprime alors la volonté de faire chuter le régime, dénonçant la répression des manifestants et l'importance des femmes, très actives dans les mobilisations. Il lit l'Appel de la liberté et du changement qui rassemble les premières revendications claires du mouvement : destitution du président, formation d'un gouvernement civil de transition...

Qualifié de « bataillon de fantômes » par le futur président déchu Omar Al-Bachir en février 2019, le Rassemblement des professionnels est devenu un acteur central, parvenant à agréger, formuler, revendiquer et captiver progressivement une large audience. Il exerce un ascendant sur les mobilisations et les mouvements de protestation par des appels relayés à un rythme soutenu. À raison d'au moins trois marches par semaine, il se greffe ainsi à l'exaspération généralisée qui réactive les soulèvements non aboutis de janvier 2018. Contredisant la plupart des thèses ultra-spontanéistes d'un soulèvement du « pain et du fuel » qui serait survenu « brusquement » fin décembre.

Il est bon de rappeler le « comment » de l'insurrection, ainsi que la force d'attraction de ces « entrepreneurs masqués » de la mobilisation sur un grand nombre de Soudanais. Ils ont démontré un savoir-faire qui leur a permis de puiser dans un répertoire d'actions sans cesse renouvelées, maintenant ainsi la dynamique du mouvement à travers le pays. Lançant par exemple des actions de désobéissance civile (le 13 mars), des marches et des rassemblements qui renvoient à des thèmes politiques bien familiers aux Soudanais : situation des femmes, détenus politiques, victimes de guerre, chômeurs, déplacés et exilés, le pain et la dignité, la justice sociale, la vie dans les marges de l'arrière-pays... Ils tentent de décentraliser le mouvement hors de Khartoum, notamment avec « les marches du désistement » le 24 janvier, dans plusieurs villes et provinces du pays : Al-Fasher dans le Darfour du Nord, Kassala à l'est du pays ou encore Al-Obeid dans le Kordofan du Nord. Ils soutiennent aussi au mois de février la mobilisation des travailleurs portuaires de Port-Soudan contre la privatisation du secteur.

Les mobilisations nocturnes

Ils lancent la première grande marche sur le palais présidentiel le 25 décembre, puis les grandes marches de la « délivrance » du mois de janvier et de février, la « Marche du million du 6 avril » en référence à la célèbre marche du 6 avril 1985 qui a fait chuter le président Jaafar Nimeiry (1969-1985). C'est le sit-in devant le quartier général de l'armée décidé en dernier recours qui conduit à la destitution d'Omar Al-Bachir et qui maintient la mobilisation dans son opposition radicale au Conseil militaire de transition et ses figures.

L'efficacité du Rassemblement transparaît aussi à travers les mobilisations nocturnes dans les quartiers de Khartoum, Oumdarkan et d'autres villes, renforcée par les comités de résistance de quartiers apparus en décembre 2017 (à ne pas confondre avec les comités populaires des quartiers, outils de surveillance et de quadrillage local du régime). Les comités de résistance se sont improvisés « vigilants pacifiques », assurant les rassemblements nocturnes, décomptant les dégâts de la répression et veillant à prévenir les tentatives d'infiltration.

« Ghostwriters » de l'insurrection

Les mots d'ordre des professionnels peuvent être considérés comme une pièce maîtresse de l'insurrection, avec les désormais célèbres : « tasgot bas ! » (qu'il tombe !) avant la chute d'Al-Bachir et « lam tasgot baad ! » (il n'est toujours pas tombé !) après l'avènement du Conseil militaire de transition. Le lyrisme de ces appels et leur extrême stylisation tantôt en arabe, tantôt en dialecte ou en argot des villes « randouk » les singularise.

Les ghostwriters qui écrivent ces appels restent le secret le mieux gardé de Khartoum et du Soudan. Au même titre que leur esthétique et l'identité picturale de leurs affiches, ils ont su transcender l'imaginaire commun des insurgés à différents moments de la protestation. Irréductiblement hétérogène, une partie des manifestants et acteurs du mouvement se déclare pour l'heure « représentée » par cet objet politique non identifié. « Le Rassemblement des professionnels me représente » devient le mot de ralliement pour beaucoup de protestataires.

Qu'est-ce qui motive cet assentiment ? En posant la question frontalement à l'occasion de plusieurs entretiens avec des manifestants de Khartoum entre le 10 et le 17 avril, on obtient des réponses variées : certains louent leur clarté quand d'autres plus pragmatiques soulignent leur utilité pour faire tomber le régime encore en place et les enclaves des kizan (terme argotique pour désigner les hommes de main du régime) ; tout comme le démantèlement de la machinerie sécuritaire complexe du pays : les forces populaires de défense, les Rapid Support Forces (paramilitaires), le National Intelligence and Security Service (NISS), le fameux service de renseignement et de sécurité du pays ; et la mise en examen des hauts responsables du régime.

Pour F., âgé de 29 ans et originaire de Niyala (Darfour), les « professionnels » ne le représentent politiquement qu'en matière de « revendications et de modalités d'action, mais pas plus », car ils restent associés au centre et ne parviennent pas à représenter pleinement les marges, bien que le slogan « Le pays tout entier est le Darfour » ait été porté par eux. Selon F., cela reste à prouver.

Lost in transition ?

Il est clair que pour la plupart des personnes interrogées, les « professionnels » ont indéniablement amené une autre façon de faire et de défaire le champ politique au Soudan, inédite depuis trente ans, mais de là à dire qu'il s'agit d'une avant-garde politique comme le prétendent certains commentateurs... Y., jeune activiste, est catégorique : parler d'avant-garde politique est un peu « old school », voire complètement « sixties ». Non, ce n'est pas une avant-garde, selon lui : « ils sont simplement vraiment différents. » C'est un corps politique qui a su, très vite, contourner, voire pulvériser une partie des « corps durs » traditionnels, c'est-à-dire les noms de la scène politique et

autres dinosaures de l'opposition. Mais aussi les autres factions armées, historiquement piégées dans la compromission et les interminables négociations avec le régime et récemment entrées dans le jeu du Conseil militaire de transition, depuis Khartoum et les Émirats arabes unis, avec la feuille de route définie à Abou Dhabi des forces des fronts révolutionnaires armées en présence de plusieurs représentants de groupes et fronts armés au Soudan.

Dimanche 21 avril, le Rassemblement des professionnels a déclaré la suspension du dialogue et de la négociation avec le Conseil militaire de transition, auquel il conteste désormais la légitimité, refusant catégoriquement toute compromission avec des hommes qui ne font qu'entériner la nature confiscatoire du régime. Il a aussi appelé à la reprise d'un nouveau calendrier de mobilisation fondée sur la seule légitimité de la rue. Cela montre à quel point l'entrée dans la visibilité des « professionnels » et leur inscription dans l'espace public après la destitution d'Al-Bachir demeurent lourdes d'enjeux.

Ils exigent la création d'un gouvernement civil transitoire. La liste des membres de ce gouvernement devait être rendue publique jeudi 25 avril, mais a dû être reportée. Le jeune membre des professionnels Naji Al-Assam affirme que cette séquence de la révolution est probablement la plus « sensible et dangereuse » de tout le mouvement et des mobilisations, vu les « manoeuvres du conseil militaire qui tente manifestement de gagner du temps ». Il explique qu'« il y a eu certes quelques victoires, mais les vraies batailles continuent » dans une vidéo postée le dimanche 21 avril.

Le samedi 27 avril marque la reprise d'une nouvelle phase de négociation avec le Conseil militaire de transition (et sa commission politique après une série de démissions dont celle de son président contesté Omar Zinelabidine), amorcée la nuit du 25 avril dans un appel pour « plus de transparence » et pour « oeuvrer ensemble à une véritable transition démocratique » dans un climat de « confiance mutuelle ». Les entrevues suivantes ont eu lieu dimanche et lundi 28 et 29 avril, Al-Mihaniyin assure dans un communiqué paru dimanche matin que les « vrais dépositaires du pouvoir sont les Soudanais et les Soudanaises » et qu'ils resteraient constants dans leur position pour un pouvoir civil transitoire de quatre ans composée d'« un conseil national de transition civil avec une représentation militaire limitée, un parlement ainsi qu'un gouvernement civil méritocratiques. »

Un passé dans le présent

On pourrait voir dans Al-Mihaniyin le signe d'un « passé dans le présent » : d'une survivance qui renvoie à deux événements politiques similaires apparus dans des circonstances de « revirement insurrectionnel » en 1964 et 1985. À l'image du front des comités d'octobre 1964 (jabhat al-hayaat al-thawriya), il s'agit de nouveau d'un rassemblement de corps de métiers qui ont émergé dans la foulée du soulèvement de 1964, lançant des grèves générales dans plusieurs villes dont Khartoum et Atbara, doublé d'un large mouvement de désobéissance civile et des négociations qui ont mis fin au régime militaire du général Ibrahim Abboud et institué un pouvoir « civil » fragilisé qui débouchera sur le coup d'État de 1969.

À l'image aussi du rassemblement syndical de mars-avril 1985 qui a joué un rôle similaire d'entrepreneurs de la contestation et de moteur central dans la chute de Jaafar Nimeiry. Piégé par des dissensions internes, le rassemblement de 1985 (allié à d'autres forces politiques de l'opposition) n'a pas réussi à se maintenir face au gouvernement militaire de l'époque qui a su garder le monopole.

Ces deux « antécédents » ont réussi à démettre deux régimes et n'ont pas pu finalement obtenir autre chose qu'un éternel retour au même : un soulèvement, suivi d'un nouveau régime, suivi d'un coup d'État militaire. Le Rassemblement sera-t-il en mesure de conjurer cette loi indélébile du politique au Soudan : tout change pour que rien ne change, à l'abri des militaires ? L'esprit originel des « professionnels » parviendra-t-il à se prémunir des dangers de l'essoufflement du mouvement ? Se feront-ils les gardiens de la « transition » ? Leur survie sur le temps

Ce « bataillon fantôme » qui a organisé l'insurrection populaire au Soudan

long s'avèrera cruciale. Vont-ils finir par se dissoudre à l'intérieur de plusieurs corps syndicaux autonomes ? Se cantonneront-ils au rôle joué par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) après la chute de Zine El-Abidine Ben Ali en 2011 ? Muteront-ils en vigiles de la vie politique soudanaise, auréolés de leur crédit révolutionnaire ? Ou comme le prédisent les plus pessimistes, le mouvement se résumera-t-il à un ensemble de chants, de slogans et d'incantations révolutionnaires ?